



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations

Service Vétérinaire
Santé Protection Animales et Environnement

Affaire suivie par : Laurent LAFARGUE
tél : 05 47 87 73 73

ddetspp-svspae@landes.gouv.fr

Mont-de-Marsan, le 06/10/2025

N/Réf : SPAE/SR/EV/LL/MR/ IC2502228

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERMIERS LANDAIS

ZI du Péré

26 Bis rue Denis Papin

40500 SAINT-SEVER

Code AIOT : 0054000917

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement FERMERS LANDAIS implanté ZI du Péré 26 Bis rue Denis Papin 40500 SAINT-SEVER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERMERS LANDAIS
- ZI du Péré 26 Bis rue Denis Papin 40500 SAINT-SEVER
- Code AIOT : 0054000917
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Abattoir de volailles IED

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- AN25 Fluides frigos
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Respect des MTD	Règlement européen du 21/02/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3	Sans objet
2	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12	Sans objet
6	Rejet dans l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 34	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35	Sans objet
9	Fréquence de mesure	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe III	Sans objet
10	VLE (MES, DCO et DBO5)	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I1	Sans objet
11	VLE Azote et phosphore	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2	Sans objet
12	VLE Polluants spécifiques du secteur d'activité	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I3	Sans objet
13	Tours aéro-réfrigérantes	Autre du 06/10/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Conformité générale des installations et du suivi environnemental.
- Un enregistrement quotidien des débits de rejets des eaux traitées devra être mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée :</p> <p>à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des</p>

rivages, des berges des cours d'eau ;
sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés.

Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.

Constats :

Tonnage effectué en 2024 (période festive : du 09 au 15/12/2024)) : 110.6 tonnes/jour d'abattage (3641) et 18.4 tonnes/jour de découpe 2221 (autorisation pour respectivement 160 tonnes/jour en 3641 et 40 tonnes/jour en 2221)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

Constats :

- Les eaux de nettoyage des locaux transitent via des siphons de sols vers la station de prétraitement sur site, composée d'un dégrillage puis d'un aéroflottateur. Les eaux prétraitées rejoignent ensuite le réseau d'assainissement vers la station industrielle SOGEDO de SAINT-SEVER.
- Les refus de dégrillage sont collectés et valorisés en C2 par AKIOLIS (ainsi que les cadavres, saisies, morts en caisse...) 2 fois/semaine
- Les boues et les graisses issues de la station de prétraitement sont enlevées par LABAT ASSAINISSEMENT en C3 pour méthanisation (Méthalandes XL).
- Les têtes, cous, pattes, viscères et carcasses issues de la découpe sont enlevées quotidiennement par SOLEVAL/AKIOLIS pour une revalorisation en petfood ou en méthanisation.
- Le sang, issu des activités d'abattage, est récupéré dans une cuve spéciale pour enlèvement 2 fois/semaine par AKIOLIS.

- Enfin, le curage de l'ensemble des canalisations de transfert des effluents est effectué 2 fois/an par LABAT ASSAINISSEMENT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.

Constats :

Vérification annuelle des installations électriques effectuée par le bureau VERITAS

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.

Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont

placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Vérification annuelle des extincteurs et des 2 poteaux incendie par CHRONOFEU (dernière vérification en 11/2024 pour les extincteurs et en 04/2024 pour les poteaux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution. Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installatoin, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.
Constats : - 2 cuves à fioul sont présentes (2 x 10000 litres) : elles sont « double peau » et enterrées. - les produits lessiviels sont stockés dans un local ad hoc, sur rétention, avec séparation physique des produits acides et basiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejet dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Si l'installation dispose d'un ou de plusieurs émissaires d'effluents gazeux, l'exploitant réalise, dans un délai de trois mois après notification de son arrêté d'autorisation, une mesure du débit horaire d'émission des rejets à l'atmosphère et des flux horaires de poussière, de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote. Le résultat est transmis au préfet, qui décide, le cas échéant, de la mise en place d'un programme régulier de surveillance des rejets gazeux et de mesures correctives.
Constats : - l'ensemble des fluides frigorigènes a été remplacé : seules 2 installations frigorifiques restent à modifier (elles contiennent 500 kg de R502 pour l'une et 400+450 kg de R404 pour l'autre). l'exploitant a présenté une étude pour planifier ce remplacement. - les installations frigo font l'objet d'une vérification trimestrielle par JOHNSON & CLAUGER.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :
Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
Constats :
Aucune nuisance sonore n'a été constatée pour cet établissement. Absence de plainte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des MTD

Référence réglementaire : Règlement européen du 21/02/2017
Thème(s) : Élevage, Mise en place des MTD
Prescription contrôlée :
Mise en place des MTD
Constats :
<ul style="list-style-type: none"> - performance énergétique : l'exploitant a présenté un tableau récapitulant les consommations énergétiques par animaux abattus : entre juillet et août 2025, un ratio de 570 kWh/tonne est observé, (maxi autorisé MTD : 490 kWh/tonne de carcasses). L'exploitant explique prendre en compte les abats dans le calcul et propose d'envoyer les informations pour le calcul par tête d'animal. - éclairage basse consommation : 95 % des installations d'éclairage ont été mutées en basse consommation (LED) : l'exploitant procède aux remplacements dès que les néons actuels sont défectueux. - registre des déchets : a été mis en place et présenté aux inspecteurs. - SME : certification ISO14001 incluant le SME, avec audit interne en octobre 2025. - enregistrement quotidien des débits de rejet : le boîtier électronique étant actuellement hors service, l'exploitant enregistre les débits de façon hebdomadaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Fréquence de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents
Prescription contrôlée :
La charge brute de pollution organique est calculée en DBO5 sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année (art. R. 2224-6 du CGCT).
Constats :
Les fréquences d'autosurveillance et de mesures prévues dans l'AP du 05/05/2025 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VLE (MES, DCO et DBO5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau
Prescription contrôlée : Sur un échantillon moyen journalier et conformément aux dispositions de l'article 27, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent soit les valeurs limites de concentration soit les valeurs limites en rendement définies par le tableau ci-après : TYPE DE MESURE CONCENTRATION maximale (mg/l) RENDEMENT minimum (%) DBO5 25 80 DCO 125 75 MES 35 90 Par ailleurs, le flux spécifique de pollution calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière ne doit pas dépasser : TYPE DE MESURE VALEUR LIMITE D'ÉMISSION (en grammes par tonne de carcasse traitée) DBO5 180 DCO 720 MES 180
Constats : - le dernier rapport d'analyse des effluents rejetés (22/08/2025) en sortie station de prétraitement montre que les valeurs de DBO5, DCO et MES sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : VLE Azote et phosphore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau
Prescription contrôlée : Les flux d'azote et de phosphore respectent les dispositions suivantes : a) Dispositions générales : Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j. Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées. Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE:1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j. Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible à l'eutrophisation telle que définie en application de l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.

En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet, les caractéristiques du milieu récepteur et les prescriptions relatives à la zone sensible à l'eutrophisation, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres en fonction du milieu récepteur :

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551)

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ;

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/j.

Phosphore (phosphore total) : Code SANDRE:1350)

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j ;

mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.

Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12°C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a et au b.

Constats :

- le dernier rapport d'analyse des effluents rejetés (22/08/2025) en sortie station de prétraitement montre que les valeurs en azote (nitrites et nitrates) et en phosphore sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : VLE Polluants spécifiques du secteur d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau

Prescription contrôlée :

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

N° CAS Code SANDRE Valeur limite

Hydrocarbures totaux - 7009 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

Cuivre et ses composés (en Cu) 7440-50-8 1392 0,150 mg/l si le rejet dépasse 2 g/j

Zinc et ses composés (en Zn) 7440-66-6 1383 0,8mg/l si le rejet dépasse 10 g/j

Constats :

- le dernier rapport d'analyse des effluents rejetés (22/08/2025) en sortie station de prétraitement montre que les valeurs en Cu, Zn et AOX sont conformes.
- l'exploitant est en cours de mise en place d'un plan de réduction des AOX sur son site (évolution du plan de nettoyage ?).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Tours aéro-réfrigérantes

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2025

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Légionellose

Prescription contrôlée :

Vérification des TAR

Constats :

Aucun dépassement de concentration en *Légionella* n'est observée lors des diverses analyses des 2 tours aéroréfrigérantes présentes sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

NOM ET SIGNATURE DE(S) L'INSPECTEUR(S)

Laurent LAFARGUE

